

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 34

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Délégation de compétences
des aides à la pierre - Avenant n°5 à la
convention cadre (CASA/Etat/Anah) et
avenant n°6 à la convention de gestion
des aides à l'habitat privé (CASA/Anah)
pour 2019

<input checked="" type="checkbox"/> Original ▪ Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.104

Date de la convocation :

Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne PAVAN SANTAINÉ

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Eric MELE, Roger CRESP

Madame BLAZY,

Par délibération n°BC.2014.308 du 15 décembre 2014, le Bureau Communautaire a approuvé les conventions d'application portant sur la délégation des aides à la pierre de l'État (convention-cadre 2015-2020) pour le financement du logement social et la requalification du parc privé ancien.

Cette prise de délégation s'est traduite par la signature de trois conventions le 23 janvier 2015 :

- La convention de délégation de compétence conclue entre l'Etat et la CASA pour une durée de six ans en application de l'article L.301-5-1 du CCH, dite « convention cadre » ;

- La convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé conclue entre l'Anah et la CASA ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques (Anah).

La convention cadre a fait l'objet de plusieurs modifications approuvées par délibérations du Bureau Communautaire:

- Avenant n° 1 par délibération n°BC.2015.084 du 11 mai 2015 ;
- Avenant n° 2 par délibération n°BC.2016.124 du 6 juin 2016 ;
- Avenant n° 3 par délibération n°BC.2017.110 du 19 juin 2017 ;
- Avenant n° 4 par délibération n°BC.2018.131 du 28 juin 2018.

La convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé signée entre l'Anah et la CASA a également fait l'objet de plusieurs modifications approuvées par délibérations du Bureau Communautaire:

- Avenant n° 1 par délibération n°BC.2015.084 du 11 mai 2015 ;
- Avenant n° 2 par délibération n°BC.2016.123 du 6 juin 2016 ;
- Avenant n° 3 par délibération n°BC.2016.124 du 6 juin 2016 ;
- Avenant n° 4 par délibération n°BC.2017.110 du 19 juin 2017 ;
- Avenant n° 5 par délibération n°BC.2018.131 du 28 juin 2018.

S'agissant de la convention cadre, celle-ci prévoyait initialement au titre de l'année 2019 :

- **Un objectif annuel de 1078 logements locatifs sociaux**, (323 PLAI, 593 PLUS, 162 PLS) et optionnellement de 50 agréments PSLA, pour atteindre les obligations légales issues de la loi du 18 janvier 2013 et fixés sur la période triennale 2017-2019 ;
- **Une enveloppe prévisionnelle annuelle des droits à engagements de 4,53 millions d'euros.**

S'agissant de la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé, celle-ci prévoyait initialement au titre de l'année 2019 :

- **Un objectif annuel de réalisation pour 56 propriétaires occupants** (dont 40 au titre du Fart) **et 19 Propriétaires bailleurs ;**
- Une enveloppe prévisionnelle annuelle de droits à engagements Anah (Hors Fart) destinée au parc privé de **750 000 €** (travaux et ingénierie) ;
- Une enveloppe prévisionnelle des droits à engagements Etat allouée dans le cadre du FART de **184 540 €.**

La présente délibération a pour objet d'actualiser les deux premières conventions afin de prendre en compte la notification par l'Etat des objectifs et des enveloppes dédiées pour le parc public ainsi que pour le parc privé au titre de 2019, arrêtés au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) du 27 février 2019.

1) Les objectifs quantitatifs prévisionnels pour 2019

- **Pour le parc public :** Au regard des obligations SRU (2025) et des principes régionaux de répartition de l'objectif national, l'objectif annuel fixé par le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) pour la CASA est de 1360 logements locatifs sociaux sur la période. Toutefois le CRHH a fixé un objectif annuel de base de **598 logements locatifs sociaux (299 PLUS, 179 PLAI et 120 PLS).**

- **Pour le parc privé :** L'objectif annuel est fixé à **102 logements privés** répartis en 92 logements propriétaires occupants et 10 logements propriétaires bailleurs.

2) Les modalités financières 2019

L'enveloppe prévisionnelle annuelle des droits à engagements est fixée au maximum pour le parc public et le parc privé à 2 966 938 € répartie ainsi qu'il suit :

➤ **Pour le parc public :**

- Pour répondre à l'objectif de base de 598 logements, une enveloppe prévisionnelle de droits à engagements de l'État est fixée à **1 754 200 €** sur le FNAP 1-2-479 se répartissant ainsi qu'il suit :
 - **Enveloppe FNAP 1-2-479 de : 1 754 200 € pour la prime PLAI** (9 800 € par PLAI) ;
 - **Enveloppe FNAP 1-2-480 de : 316 990 € pour les PLAI adaptés.**
- En cas de dépassement des objectifs, une enveloppe complémentaire pourra être déléguée sous réserve de disponibilité des crédits, d'une décision rectificative du budget du Fond National des Aides à la Pierre (FNAP) et après avis du comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du mois d'octobre.
- Par ailleurs, une réserve régionale d'un montant de 2 000 000 € pour la bonification des logements financés en PLUS/PLAI en acquisition amélioration pourra être mobilisée. Elle sera déléguée selon les modalités de financement communiquées par instruction de la DREAL.

➤ **Pour le parc privé**

Le montant total prévisionnel des droits à engagement de l'Anah s'élève à 895 748 € réparti comme suit :

- Une enveloppe de 835 831 € pour les travaux
- Une enveloppe de 59 916 € pour l'ingénierie

Afin de prendre en compte ces nouveaux montants et la répartition de droits à engagements dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, il est nécessaire de signer :

- Un avenant n° 5 à la convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L.301-5-1 du CCH entre l'Etat et la CASA, dite « convention cadre » ;
- Un avenant n° 6 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé entre l'Anah et la CASA.

3) Renforcement des compétences du délégataire des aides à la pierre

La CASA exercera, à compter de la signature du présent avenant, la délégation pour la délivrance des agréments pour les opérations de logements en loyers intermédiaires.

Au regard des éléments ci-dessus énoncés, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 5 à la convention de délégation de compétence de six ans signée entre l'Etat et la CASA en application de l'article L.301-5-1 du CCH, dite « convention cadre », joint à la présente délibération accompagnée de l'annexe 1 ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 6 à la convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé entre l'Anah et la CASA, joint à la présente délibération accompagnée de l'annexe 2 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec l'Etat et l'Anah tous les actes s'y rapportant.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 5 à la convention de délégation de compétence de six ans signée entre l'Etat et la CASA en application de l'article L.301-5-1 du CCH, dite « convention cadre », joint à la présente délibération accompagnée de l'annexe 1 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 6 à la convention pour la gestion des aides à l'Habitat privé entre l'Anah et la CASA, joint à la présente délibération accompagnée de l'annexe 2 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec l'Etat et l'Anah tous les actes s'y rapportant.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Avenant n° 6 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé
(gestion des aides par l'Anah - instruction et paiement)
Entre l'Anah et la CASA pour l'année 2019**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président et délégataire des aides à la pierre,

et

L'Agence nationale de l'habitat, représentée par Monsieur Bernard GONZALEZ ,Préfet du Département des Alpes Maritimes, délégué de l'Anah dans le département,

Vu la convention de délégation de compétence de six ans, conclue en application de l'article L. 301-5-1 ou de l'article L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, en date du 23 janvier 2015

Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'Anah en date du 23 janvier 2015,

Vu l'avenant n° 6 pour l'année 2019 à la convention de délégation de compétence en date du 23 janvier 2015,

Vu la délibération n° du Bureau Communautaire en date du 20 mai 2019

Vu l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du 27 février 2019 sur la répartition des crédits,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la région en date du

Il a été convenu ce qui suit :

A - Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties concernant les modifications apportées à la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 23 janvier 2015, susvisée.

Ces modifications portent sur les objectifs quantitatifs, les modalités financières pour l'année 2019 et sur l'ensemble de la convention.

B - Objectifs pour l'année en cours

Sur la base des objectifs figurant au titre I de la convention de délégation de compétence, il est prévu, pour l'année 2019, la réhabilitation d'environ 102 logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides, ainsi répartis par type de bénéficiaire :

- 92 logements de propriétaires occupants,
- 10 logements de propriétaires bailleurs,
- 0 logement ou lot traité dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

La mise à jour de la déclinaison annuelle des objectifs et la répartition par type d'intervention figure **en annexe 1** (objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord).

A noter que le Programme Intercommunal d'Amélioration Durable de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération s'est achevé en 2018.

La CASA dans le cadre de son 3^{ème} PLH (2020-2025), arrêté le 1^{er} avril 2019 et dont l'approbation interviendra au plus tard le 31 décembre 2019 confirme sa volonté d'intervention sur le parc privé pour améliorer les conditions d'habitat et accompagner les publics fragiles dans l'ancien.

C - Modalités financières

C. 1. Montant des droits à engagement mis à disposition du délégataire par l'Anah

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe des droits à engagement Anah destinée au parc privé est fixée à **895 748 €**.

Cette dotation pourra, le cas échéant, être complétée de l'enveloppe régionale mise en réserve pour les travaux en copropriétés dégradées et les MOI, sous réserve de la signature d'un avenant.

C. 2. Aides propres du délégataire

Pour l'année d'application du présent avenant, le montant des crédits que le délégataire affecte sur son budget propre à l'habitat privé s'élève à **60 000 €**

D - Modifications apportées en 2019 à la convention de gestion

Les modifications ainsi introduites resteront valables les années suivantes et n'auront pas à figurer à nouveau dans les futurs avenants annuels.

La convention de gestion, visée ci-dessus, est modifiée et complétée dans les conditions suivantes :

1) A l'article 1, le § 1.2 relatif aux montants des droits à engagement est ainsi modifié :

Les deux dernières phrases du 1^{er} alinéa sont remplacées par la phrase suivante :

« Le délégataire s'engage, dans le cadre de la délégation de compétence, à accorder aux programmes prioritaires de l'Anah, les droits à engagement nécessaires. »

2) L'article 3 relatif à l'instruction et à l'octroi des aides aux propriétaires est ainsi modifié :

- Le § 3.1 Engagement qualité est ainsi rédigé :

« L'Anah a déployé en 2017 et 2018 un service de dématérialisation des demandes d'aide¹, dénommé *mon projet.anah.gouv.fr*, et des procédures d'instruction simplifiées, destinées à faciliter le parcours du demandeur et à accélérer le traitement des demandes d'aide.

Pour emporter des effets réels en faveur des bénéficiaires, le délégataire s'inscrit dans cette évolution et prend les engagements d'amélioration, au regard de sa situation, pour les subventions accordées aux propriétaires occupants, sur les éléments suivants :

- pour les aides de l'Anah, le délégataire s'engage à ne pas demander plus de pièces justificatives à l'engagement que celles prévues par la réglementation de l'Anah ; pour ses aides propres, il s'engage à limiter le nombre de pièces justificatives exigées à l'engagement ;
- délai de signature et d'envoi des notifications de subvention aux bénéficiaires à compter de leur engagement.

Il peut se donner des objectifs complémentaires en accord avec le délégué de l'Agence.

Les objectifs que se donne le délégataire pour 2019 sont les suivants :

Critère de qualité de service et nature de la mesure	État initial (2018)	Objectif pour 2019
Pièces justificatives : Limitation du nombre de pièces exigées	Nombre de pièces exigées pour un PO en plus de l'Anah : aucune pièce supplémentaire demandé par le délégataire	Alignement sur l'Anah
Envoi de signature et d'envoi de la notification de subvention au bénéficiaire	30 jours à compter de l'engagement dans Op@l	Délai cible de 20 Jours »

¹ Disponible pour les propriétaires occupants en France métropolitaine en 2018. Les syndicats de copropriétaires et propriétaires bailleurs y auront pleinement accès en 2019.

- Le **§ 3.2 Instruction et octroi des aides** est ainsi rédigé :

« Les décisions d'attribution et de rejet des demandes d'aide sont prises conformément aux dispositions des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et du règlement général de l'Agence.

Les dossiers de demande de subvention sont déposés de manière dématérialisée dans le cadre du service en ligne (ou auprès du service instructeur si la demande est effectuée sous format papier).

Les demandes d'aides sont établies au moyen de formulaires dématérialisés ou papier établis sous la responsabilité de l'Anah. Elles sont instruites par le délégué de l'agence dans le département selon la réglementation applicable à l'Anah en tenant compte des modalités d'attribution définies à l'article 2 ci-dessus. Sont concernées les demandes d'aides relatives à des travaux qui seront exécutés sur des immeubles situés dans le ressort territorial du délégataire. En cas de changement de périmètre par retrait, adjonction ou fusion de communes ou EPCI, le délégataire s'engage à faire parvenir le plus rapidement possible à la Direction générale de l'Anah (CMT) l'arrêté afférent. Un avenant à la présente convention sera signé.

A l'issue de l'instruction, le délégué de l'agence dans le département transmet au délégataire les propositions de décision et de notification et tous les éléments utiles concernant les dossiers. Le cas échéant, le délégataire consulte la commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) dans les cas limités prévus par la réglementation et conformément aux instructions de l'Agence relatives à la simplification. Il en assure le secrétariat.

Le délégataire procède à la notification des décisions aux bénéficiaires et en adresse une copie au délégué de l'agence dans le département par voie électronique (par courriel), pour intégration dans le système d'information de l'Agence.

Ces courriers comportent les logos du délégataire et de l'Anah et indiquent, s'il y a lieu, distinctement la part de chacun.

A la demande du délégataire, le délégué de l'agence dans le département peut procéder aux notifications des décisions aux bénéficiaires. Dans ce cas, le délégué de l'agence dans le département en adresse une copie, par voie électronique, au délégataire. Ces courriers de notification doivent comprendre les clauses impératives restituées **en annexe 4.** »

3) L'article 14 relatif aux outils de communication est ainsi modifié :

Au 4ème alinéa, après les mots « à communiquer sur les actions et dispositifs de l'Anah et se faire le relais d'information sur les campagnes de communication nationales », sont insérés les mots « , en veillant à faire systématiquement mention du nom des aides de l'Agence dans le respect des chartes de communication de l'Anah. »

4) L'annexe 1 relative aux objectifs de réalisation de la convention est remplacée par l'annexe 1
« *Objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord* » jointe au présent avenant.

Le.....

Le Président de la Communauté
D'Agglomération Sophia Antipolis

Le délégué de l'agence dans
le Département des Alpes Maritimes

Jean LEONETTI

Bernard

GONZALEZ

ANNEXE 1 Objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord

	2018			2019			TOTAL		
	Prévu convention cadre	Prévu CRHH	Financé	Prévu convention cadre	Prévu CRHH	Financé	Prévu convention cadre	Prévu CRHH	Financé
PARC PRIVE									
Logements de propriétaires occupants :	55	76	64	55	92				
• dont logements indignes et très dégradés	3	6	5	3	16				
• dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	37	53	36	37	44				
• dont aide pour l'autonomie de la personne	15	17	23	15	32				
Logements de propriétaires bailleurs	18	5	5	19	10				
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires	0	101	0	0	0				
• dont travaux d'amélioration de la performance énergétique en copropriétés fragiles	0	40	0	0	0				
Total des logements Habiter Mieux :	51	97	40	52	78				
• dont PO	39	53	36	40	70				
• dont PB	12	4	4	12	8				
• dont logements traités dans le cadre d'aides aux SDC	0	40	0	0	0				
Total droits à engagements ANAH	934,43	940.73	551,16	934.43	895.74				
Total droits à engagements délégataire (aides propres)*	219, 08		63,41	219, 08					

Annexe 4
Formulaires et modèles de courriers

Les **formulaires** de demande de subvention et du conventionnement, qui comportent le numéro CERFA et l'indication du logo de l'Anah, sont pris en charge par l'Anah et peuvent être téléchargés à partir du site de l'Anah www.anah.fr.

Il est conseillé au délégataire, afin de sécuriser l'engagement juridique que constituent la décision d'octroi de subvention, d'utiliser les **modèles de notification** établis par l'Anah et disponibles auprès de la Direction générale (Pôle d'assistance réglementaire et technique – PART). Il en est de même pour les décisions de retrait / reversement.

Si le délégataire souhaite établir son propre document de notification, celui-ci pour être juridiquement valable et opposable devra comporter les mentions impératives rédigées ci-après :

J'ai le plaisir de vous informer que j'ai décidé, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), de vous réserver au vu du projet présenté une subvention estimée à.....€.

Conformément à l'article R. 321-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et aux dispositions prévues par l'article 14 du règlement général de l'Anah, la décision d'octroi de la subvention deviendra caduque si les travaux ne sont pas commencés dans le délai d'un an à compter de la présente notification.

La subvention qui vous sera effectivement versée ne pourra dépasser le montant ci-dessus et vous sera réglée par virement bancaire, par l'Agent comptable de l'Anah.

Son montant définitif résultera d'un nouveau calcul effectué au vu des documents justificatifs devant accompagner la demande de paiement ci-jointe.

Vous voudrez bien adresser cette demande de paiement à la délégation de l'Anah avant le, date d'expiration de votre dossier, faute de quoi la présente décision deviendra caduque.

Toute modification envisagée sur la nature ou les conditions de réalisation des travaux devra être immédiatement portée à la connaissance de la délégation de l'Anah.

Il en est de même en cas de changement des conditions d'occupation du ou des logements concernés. En effet toute modification est susceptible de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention.

Il vous est enfin rappelé que si les engagements que vous avez souscrits lors du dépôt de votre demande n'étaient pas respectés, ou en cas de fausse déclaration ou manœuvre frauduleuse, vous vous exposeriez au retrait et reversement de tout ou partie de la subvention.

Les services de l'Anah pourront faire procéder à tout contrôle des engagements.

Toute décision de rejet de demande de subvention et toute décision de retrait / reversement doit comporter la mention suivante des voies et délais de recours :

Si vous entendez contester cette décision, vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la réception du présent courrier pour présenter :

- soit un recours gracieux auprès du Président *[de/du nom du délégataire]* ou un recours hiérarchique auprès du Conseil d'administration de l'Anah (8, avenue de l'opéra 75001 Paris) en joignant à vos requêtes une copie du présent courrier ;
- soit un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans le ressort duquel l'immeuble est situé.



Préfecture de Alpes Maritimes

Avenant n° 5 pour l'année 2019, à la convention ETAT – EPCI de délégation de compétence des aides à la pierre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Monsieur Jean LEONETTI,
Président, son Président,

et

l'État, représenté par Monsieur Bernard GONZALEZ, Préfet du Département des Alpes Maritimes ,

Vu la convention État-EPCI de délégation des aides à la pierre 2015-2020 en date du 23 janvier 2015 ;

Vu l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) du 27 février 2019 sur la répartition des crédits ;

Vu la délibération n° du Bureau Communautaire en date du 20 mai 2019 approuvant l'avenant à la convention ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Les objectifs quantitatifs prévisionnels pour 2019.

1-1 - Le développement, la diversification de l'offre de logements sociaux, intermédiaires et en accession sociale

Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, pour atteindre les obligations légales issues de la loi du 18 janvier 2013 et fixés sur la période triennale 2017-2019, l'objectif pour l'EPCI pour l'année 2019 est de 1360 logements locatifs sociaux.

Compte tenu de l'enveloppe ferme régionale, notifiée par le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et définie en comité régional de l'hébergement et de l'habitat du 27 février 2019 à 46 919 479 € et de l'enveloppe de 3 517 370 € pour les PLAI adaptés, l'objectif pour l'EPCI est fixé comme suit pour 2019 :

	PLUS (y/c PLUS - CD et PALULOS communales)	PLAI (y/c produit spécifique hébergement et RHVS)	dont PLAI adaptés	dont PLAI hébergement, produit spécifique hébergement et RHVS	dont PLAI FTM (*)	TOTAL PLUS PLAI
Nbre de logements	299	179	23	10	0	478

(*) Foyer Travailleurs Migrants

	PLS Logements ordinaires	PLS en structures collectives pour PA/PH (**)	TOTAL PLS
Nbre de logements	120	0	120

(**) PA/PH Personnes Âgées / Personnes Handicapées

	PSLA Logements ordinaires
Nbre de logements	50

Ces objectifs ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de rénovation urbaine de l'ANRU.

1-2- La requalification du parc privé ancien et la requalification des copropriétés

Compte tenu des objectifs et de la dotation notifiée par l'Anah et de la répartition soumis à l'avis du comité régional de l'hébergement et de l'habitat du 27 février 2019, l'objectif pour l'EPCI est fixé comme suit pour 2019 :

	Propriétaires bailleurs dont MOI (maîtrise d'ouvrage d'insertion)	Propriétaires occupant (PO) Habitat indigne Très dégradé	PO Energie	PO Autonomie	Habiter Mieux	Copropriétés fragiles	Copropriétés dégradées	IML*
Nbre de logements	10	16	44	32	65	0	0	5

*IML : Intermédiation Locative

Article 2 : Les modalités financières pour 2019.

Pour 2019, les enveloppes prévisionnelles de droits à engagement sont fixées à :

- 1 754 200 € au titre du parc locatif social FNAP 1-2-000479
- 316 990 € au titre des PLAI adaptés – FNAP 1-2-00480
- 895 748 € au titre de l'ANAH

2-1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'État pour le parc locatif social

Pour répondre à l'objectif de base de **598** logements une enveloppe prévisionnelle de droits à engagements de l'État est fixée à **1 754 200 €** sur le FNAP 1-2-479.

Sur cette ligne budgétaire, une enveloppe complémentaire pourra être déléguée pour le financement des opérations PLUS/PLAI en acquisition-amélioration, dans la limite de l'enveloppe réservée au niveau régional de **2 000 000 €**. Elle sera déléguée selon les modalités de financement communiquées par instruction de la DREAL.

Pour répondre à l'objectif de PLAI adaptés de **23** logements une enveloppe de droits à engagements de l'État est fixée à **316 990 €** sur le FNAP 1-2-480.

Le montant des reliquats disponibles auprès du délégataire (autorisation d'engagement déléguées depuis le début de la convention et non utilisées) pour chacune des deux lignes budgétaires s'élèvent à : **159 030 €**

- 140 400 € sur le FNAP 479
- 18 630 € sur le FNAP 480

Ces montants s'intègrent aux enveloppes prévisionnelles.

L'enveloppe des droits à engagement de l'État sera déléguée comme suit :

- 60 % des droits à engagements à la signature de l'avenant
- le solde des droits à engagements sera délégué sous réserve de la disponibilité des droits à engagement et au vu des perspectives de consommations qui seront à communiquer à la DREAL au 1^{er} septembre.

En cas de dépassement des objectifs une enveloppe complémentaire pourra être déléguée sous réserve de disponibilité des crédits, d'une décision rectificative du budget du Fond National des Aides à la Pierre (FNAP) et après avis du comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du mois d'octobre.

L'État met à disposition de l'EPCI un contingent total d'agréments de **120** logement PLS.

2-2 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'ANAH pour le parc privé

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe prévisionnelle des droits à engagement Anah destinée au parc privé est fixée à **895 748 €** (travaux et ingénierie).

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en vertu de l'article L 321-1-1 du code de la construction et l'habitation définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

Un abondement sera possible sur la réserve nationale pour les copropriétés en sites prioritaires du plan initiative copropriétés et pour la lutte contre l'habitat indigne et devra faire l'objet d'un avenant complémentaire modificatif spécifique parc privé.

2-3 : Interventions propres de l'EPCI

Le montant des crédits qu'il affectera sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention est évalué à 4 M €, conformément à la délibération n°2018.143 du 28 juin 2018 relative aux nouvelles règles financières pour le développement du logement locatif social :

- 4 000 000 € pour le logement locatif social
- 60 000 € pour l'habitat privé

Article 3 : Renforcement des compétences du délégataire des aides à la pierre :

Le délégataire des aides à la pierre exerce, à compter de la signature de l'avenant :

- L'agrément des opérations de logements en loyers intermédiaires

Le

<p>Le Préfet des Alpes-Maritimes,</p> <p>Bernard GONZALEZ</p>	<p>Le Président de la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis,</p> <p>Jean LEONETTI</p>
--	---

DELEGATION DE COMPETENCE DES AIDES A LA PIERRE – ANNEXE 1 A L'AVENANT N° 5 A LA CONVENTION CADRE 2015-2020

	2015			2016			2017				2018				2019			
	Prévus dans la convention cadre	CRH	FIN	Prévus dans la convention cadre	CRH	Financés	Prévus dans la convention cadre	CRHH	CRHH Objectifs de base	FIN	Prévus dans la convention cadre	CRH	CRHH Objectifs de base	FIN	Prévus dans la convention cadre	CRHH	CRHH Objectifs de base	FIN
PARC PUBLIC	1 077	834	858	1 078	834	583	1 078	1 223	670	521	1 078	1357	598	472	1 078	1360	598	
PLAI	323	229	220	323	210	173	323	306	168	94	323	271	174	130	323		179	
(dont PLAI adaptés)													0	25	0	Non décliné	23	
PLUS	592	445	440	593	414	355	593	611	335	218	593	882	334	238	593		299	
Total PLUS-PLAI	915	674	660	916	624	528	916	917	503	312	916	1153	508	368	916		478	
PLS	162	160	198	162	210	55	162	306	167	209	162	204	90	104	162		120	
Accession à la propriété (PSLA)	50	0	0	50	0	19	50	0	0	64	50	0	0	6	50		0	
PARC PRIVE																		
Logements indignes et très dégradés traités	12	8	0	12	9	0	13	8		3	13	6		8	13		18	
dont logements indignes PO	0	1	0	1	2	0	1	2		0	0	3		0	1		8	
dont logements indignes PB	2	3	0	2	2	0	2	2		0	2	0		1	2		0	
dont logements très dégradés PO	2	1	0	2	3	0	2	2		3	2	3		5	2		8	
dont logements très dégradés PB	8	3	0	8	2	0	8	2		0	8	0		2	8		2	
Logements de PO traités (hors HI et TD)	52	37	14	53	53	23	54	62		45	53	70		59	53		76	
dont aide pour l'autonomie de la personne	15	13	6	15	15	12	16	16		16	15	17		23	15		32	
dont aide de lutte contre la précarité énergétique	37	24	8	38	38	11	38	46		29	37	53		36	37		44	
Logements de PB traités (hors HI et TD)	8	6	3	10	6	0	9	4		0	8	5		2	9		8	
Nombre de logements PO bénéficiant de l'aide FART/ ASE (double compte)	39	27	14	40	40	11	40	46		29	39	53		36	40		70	
Nombre de logements PB bénéficiant de l'aide FART/ ASE (double compte)	12	12	3	13	10	0	13	4		0	12	5		4	12		8	
Droits à engagements Etat parc public	4 527,00	2 244,20	2 122,20	4 529,30	2 940	1 881,96	4 529,30	2 998,80	1 646,40	915,2	4 529,30	2 655,80	1 705,20	1 568,30	4 529,30			
Droits à engagement Etat FART	160,28	89,52	51,98	193,04	105,01	39,12	200,30	111,09		54,16	184,54	145,42		551,16*	184,54	895,74*		
Droits à engagements ANAH (y.c. ingénierie)	625,74	492,96	349,67	783,98	740,10	200,42	839,95	657,70		279,91	749,89	795,34			749,89			
Droits à engagements Déléataire parc public	8 000,00		10 135,42	8 000,00		8 147,11	8 000,00			4 281,83	8 000,00			2 855,92 €	8 000,00			
Droits à engagements Déléataire parc privé	211,17		0	270,46		22,06	291,12			51,55	219,08				219,08			
Répartition des logements par niveau de loyer conventionnés (PB hors conventionnement sans travaux)																		
dont loyer intermédiaire	2	non ventilé	0	2	1	0	2	0		0	2	0		0	2	0		
dont loyer conventionné social	13	non ventilé	0	13	7	0	13	6		0	13	4		5	13	8		
dont loyer conventionné très social	3	non ventilé	0	4	2	0	4	2		0	3	1		0	4	2		

*enveloppes ANAH et FART globalisées

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_104
Nature : DE - Deliberations
Objet : Délégation de compétences des aides à la pierre -
Avenant n.5 à la convention cadre (CASA/Etat/Anah) et
avenant n.6 à la convention de gestion des aides à
l'habitat privé (CASA/Anah) pour 2019
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 5x454sX

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_104-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_104
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Délégation de compétences des aides à la pierre - Avenant n.5 à la convention cadre
(CASA/Etat/Anah) et avenant n.6 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé (CASA/Anah)
pour 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_104-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_104-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_104-DE-1-1_3.PDF

N